



HAL
open science

Le mouvement national palestinien et la crise syrienne: une division contenue

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Le mouvement national palestinien et la crise syrienne: une division contenue. François Burgat et Bruno Paoli (Coord). Pas de printemps pour la Syrie. Les cals pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013), La découverte, pp.240, 2013. halshs-01063608

HAL Id: halshs-01063608

<https://shs.hal.science/halshs-01063608>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le mouvement national palestinien et la crise syrienne :

une division contenue

Nicolas Dot Pouillard

À plus d'un titre, les questions syrienne et palestinienne apparaissent entrelacées. Elles le sont territorialement et géographiquement, en vertu du demi-million de réfugiés palestiniens résidant sur le territoire syrien¹. Elles le sont également en fonction d'une variable historique faisant d'Israël un adversaire permanent, pour les uns depuis l'expérience de la Nakba² de 1948, pour les autres depuis l'occupation du plateau du Golan à partir de 1967. Conséquemment, l'affinité élective entre Syrie et Palestine est politique : le mouvement national palestinien s'est construit avec la Syrie comme vis-à-vis. L'une de ses principales figures fondatrices, le cheikh Ezzedine al-Qassem, est originaire de Jablé, ville côtière entre Lattaquié et Banias. Proche des Frères musulmans, il prêche dès 1929 dans la mosquée *al-Istiqlal*, à Haïfa, avant de lancer, au milieu des années 1930, un mouvement de guérilla dans les montagnes de Jénine [Al-Khazen, 2005]. En 1948, c'est un officier syrien, d'obédience nationaliste arabe, Fawzi al-Qawuqji, qui est à la tête de l'Armée du salut arabe (*Jaïch al-inqadh al-'arabi*), face aux troupes du futur État israélien. Des Frères musulmans syriens, sous l'impulsion des cheikhs Moustafa al-Sibaï et Zouhair al-Chawich, s'engagent la même année dans les différentes phases des guerres de Palestine [Rahmoun, 2011]. Dès la fin des années 1960, de jeunes Syriens militent dans des organisations nationalistes palestiniennes, participant aux premières opérations armées contre Israël : en décembre 1969, Ahmed Souleiman Hassan Chaaban, originaire de Sahnaya, dans la périphérie de

¹ L'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) dénombre 496 000 réfugiés palestiniens en Syrie, répartis sur neuf camps de réfugiés « officiels » et trois camps « non-officiels ». Le plus important d'entre eux est celui de Yarmouk, situé à huit kilomètres du centre de Damas. La majorité des réfugiés palestiniens en Syrie sont originaires du nord de la « Palestine historique », notamment des villes de Safad, Haïfa et Jaffa. La principale vague de migrations palestiniennes vers la Syrie fut causée par la guerre de 1948. Deux autres vagues de réfugiés ont suivi, suite à la guerre de juin 1967 et, dans une moindre mesure, à l'invasion israélienne du Liban à l'été 1982.

² La « catastrophe », terme attribué par les Palestiniens au départ forcé de populations civiles des territoires palestiniens suite aux guerres de 1948.

Damas, figure parmi les premiers « martyrs » du Front démocratique pour la libération de la Palestine³ [Suleiman et Hamadeh, 2012].

Cette singulière affinité élective entre Syrie et Palestine s'est aussi traduite de manière antagoniste et instrumentale. En 1976, les troupes de Hafez al-Assad entrent en conflit avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le Fatah de Yasser Arafat, au Liban, et établissent une alliance de circonstance avec les Phalanges libanaises de Pierre Gemayel. Damas privilégie depuis, sur un mode clientéliste, les groupes qui lui sont directement affiliés : le Fatah-Intifada d'Abou Moussa⁴, un leader de la gauche du Fatah opposé à Yasser Arafat, Saïqa et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-Commandement général⁵ d'Ahmed Jibril. Les alliés libanais du Fatah sont impitoyablement écrasés au Liban : ainsi du Mouvement Tawhid⁶, en 1984 et 1985, au nord, et de l'assassinat de Khalil Akkaoui, en 1986, charismatique leader du quartier de Bab al-Tabbaneh, à Tripoli [Seurat, 2012 ; Dot-Pouillard, 2008].

Un « axe de la résistance » en crise

Les années 1990 et 2000 permettent toutefois un rapprochement entre certaines factions palestiniennes et un régime syrien opposé aux accords d'Oslo. En 2001, le Hamas s'installe à Damas – bien qu'il se réclame de l'idéologie des Frères musulmans, honnis par le parti Baas. L'opposition de Bachar al-Assad à l'invasion américaine de l'Irak, en avril 2003, le soutien logistique et politique aux différents mouvements militaires palestiniens dans la bande de Gaza, la solidarité syrienne avec le Hezbollah libanais lors de la guerre de juillet et août 2006 face à Israël, permettent l'émergence d'un « axe de la résistance » transnational, conjuguant à l'époque forces étatiques – Syrie,

³ Le FDLP est né d'une scission du Front populaire pour la libération de la Palestine de Georges Habbache, en 1969. Il est toujours dirigé par Nayaf Hawatmeh.

⁴ Le Fatah-Intifada est né au Liban en 1983. Son principal leader, Abou Moussa, est décédé en janvier 2013 à Damas.

⁵ Le FPLP-Commandement général est une scission, née en 1968, du Front populaire pour la libération de la Palestine. Implanté aujourd'hui au Liban et en Syrie, marginal dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, il allie idéologiquement des références de gauche, nationalistes arabes et islamistes. Il reste l'un des mouvements politiques palestiniens les plus proches du régime syrien.

⁶ Le Mouvement de l'unification islamique (al-Tawhid) est né à Tripoli au début des années 1980. Proche du Fatah palestinien, il est le fruit de l'unification de la Résistance populaire (*al-Muqawama al-chaabiya*) de Khalil Akkaoui, des partisans du Cheikh tripolite Saïd Chaaban, et d'une organisation nationaliste d'inspiration maoïste, le Mouvement du Liban arabe de Ismat Mrad.

Iran – et politiques – Hamas, Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (MJIP), Hezbollah.

C'est sans doute cet « axe de la résistance » et cette centralité de l'idéologie de la *mumanaa* (refus)⁷, imprégnée d'une symbolique tiers-mondiste, antisioniste et anti-impérialiste, que l'insurrection syrienne de mars 2011 est venue bouleverser sans en annihiler tous les traits. Le discours de *muqawama* (résistance) de l'Etat baassiste butte désormais sur celui de la *thawra* (révolution) porté par une partie de la population syrienne. Les organisations politiques palestiniennes en font des lectures différentes. Le Hamas s'est peu à peu éloigné du régime, au contraire d'un Jihad islamique palestinien soucieux de préserver ses relations intimes avec la mouvance chiite libanaise, comme avec Téhéran. Le Fatah et une large partie de la gauche palestinienne peuvent encore afficher, plusieurs mois après le début des combats, une neutralité distante entre les deux camps : la composante islamique de l'insurrection syrienne leur fait pourtant craindre qu'elle ne profite au Hamas.

De l'unité à l'éclatement

Dès mars 2011, de jeunes Palestiniens participent aux premiers mouvements de contestation civile contre le gouvernement de Bachar al-Assad⁸. Dans un premier temps, les camps de réfugiés n'en restent pas moins à l'écart de la protestation. Les principales mobilisations palestiniennes du moment n'épousent pas encore la cause de l'insurrection, restant cantonnées à des revendications tournées contre Israël. En mai 2011, plusieurs milliers de Palestiniens marchent sur la ville occupée de Majdal al-Chams, dans le Golan, certains d'entre eux réussissant, en un acte aussi bref que symbolique, à franchir les barrières de sécurité israéliennes. Cette « marche du retour » commémore alors le soixante-troisième anniversaire de la Nakba. Dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, un mouvement réclamant la fin de la division inter-palestinienne et de la guerre civile froide entre le Hamas et le Fatah tente de tra-

⁷ Associé au concept de *muqawama* (résistance), celui de *mumanaa* est régulièrement employé par le Secrétaire-général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dans ses discours. Il est toutefois théorisé dès le début des années 1980 par des activistes et penseurs libanais et palestiniens [Kach, 1980].

⁸ Entretiens de l'auteur avec des jeunes palestiniens originaires du camp de Yarmouk, Conférence de la jeunesse arabe et de la dignité, Tunis, décembre 2012.

duire, avec ses propres mots, les aspirations démocratiques nées en Tunisie et en Égypte. Les factions palestiniennes les plus liées au régime proclament alors leur soutien indéfectible à Bachar al-Assad⁹, agitant le spectre d'une « ingérence occidentale » dans les affaires syriennes, voire d'un « complot » (*mou'amara*). Mais la majorité d'entre elles, appelant à une « réforme » du régime, vont tenter de s'extraire de la confrontation entre celui-ci et l'opposition : le Hamas, à l'époque, se situe dans une logique de médiation entre les insurgés et le régime de Bachar al-Assad [International Crisis Group, 2012].

Les premiers signes de fractures inter-palestiniennes apparaissent le 6 juin 2011. À l'occasion de la commémoration de la *Naksa*, la défaite arabe de 1967 face à Israël, vingt-trois jeunes Palestiniens sont tués au cours d'une seconde « marche du retour », tenue à la frontière de la partie du Golan occupée par Israël, cette fois-ci clairement encouragée par des autorités syriennes souhaitant redorer leur blason nationaliste, après plusieurs décennies de calme sur le territoire frontalier occupé. Lors de leurs funérailles, au camp de Yarmouk, des manifestants assiègent le local du FPLP-Commandement général. Les tirs des activistes du parti sur la foule font une dizaine de morts. Apparemment, les manifestants dénonçaient l'instrumentalisation faite par le FPLP-CG et par le gouvernement syrien des manifestations tenues à la frontière [Al-Hardan, 2012]. A la suite de ces événements, le positionnement des mouvements politiques palestiniens, comme le Hamas ou le FPLP, reste cependant le même : éviter de faire de la crise syrienne un conflit interne palestinien, et par là même, rétablir la concorde dans les camps de réfugiés. Deux mois plus tard, suite à l'assaut mené contre le camp de réfugiés d'al-Raml al-Janoubi, près de Lattaquié, l'armée et le pouvoir syriens s'attirent cependant les foudres de l'Organisation de libération de la Palestine, par la voix de Yasser Abed Rabbo, membre de son comité exécutif.

Le Hamas : un adieu au régime

En février 2012, Ismaël Haniyeh, Premier ministre du Hamas dans la bande de Gaza, prononce à la mosquée al-Azhar, au Caire, un discours rompant avec la logique de

⁹ Entretien de l'auteur avec Ali Ayoub, membre de la direction du FPLP-Commandement général dans le camp de réfugiés de Bourj al-Barajné, Beyrouth, novembre 2011.

conciliation entre le régime et l'opposition syrienne initialement adoptée par le mouvement pendant plusieurs mois¹⁰. Le changement progressif de positionnement du Hamas n'est pas étranger à la radicalisation militaire du conflit syrien : l'affrontement entre l'armée régulière et les combattants de l'Armée syrienne libre, à Homs, semble augurer d'un tournant majeur du conflit. Le Hamas est pris dans un système de double affiliation. D'une part, il doit ménager l'Iran, ainsi que le Hezbollah, avec lesquels il a noué un partenariat non seulement politique, mais aussi logistique et militaire. D'autre part, il doit prendre en compte une dynamique régionale globale, marquée par l'émergence des Frères musulmans sur les scènes électorales égyptienne, tunisienne et marocaine, ainsi que par le poids géopolitique du Qatar et de la Turquie. Ses liens avec les Frères musulmans syriens favorisent son éloignement progressif du régime de Bachar al-Assad. Il doit désormais prendre parti. Une certaine rupture avec « l'axe de la résistance » se dessine.

L'année 2012 est marquée par une scène politique palestinienne de plus en plus fragmentée. Officiellement, le Mouvement du jihad islamique en Palestine (MJIP), les organisations de gauche, mais aussi le Fatah, continuent de prôner une neutralité dans le conflit syrien. En décembre 2012 et janvier 2013, alors que les combats entre les rebelles syriens et l'armée gouvernementale gagnent le camp de Yarmouk, fui par une partie de sa population, ces formations tentent une série de médiations entre le régime et l'opposition pour préserver le camp des combats grâce à un retrait militaire des deux partis [Ayoub, 2013]. Leurs partisans ne sont pas engagés sur un terrain armé : les activistes du Front populaire pour la libération de la Palestine s'investissent par exemple dans des équipes médicales improvisées¹¹. Le Front populaire-Commandement général, quant à lui, est directement engagé dans les combats auprès de l'armée syrienne, alors même que son poids politique et militaire semble décliner, affaibli par des défections en faveur de l'opposition, une éphémère scission, le Commandement libre (*al-*

¹⁰ Il est à noter que le 3 mars 2012, une déclaration de Mahmoud Zahar, leader du Hamas dans la bande de Gaza, appelant à la neutralité du Hamas dans le conflit syrien, vint quelque peu contredire les propos de Ismaël Haniyeh.

¹¹ Entretien de l'auteur avec des membres du FPLP réfugiés au Liban, Beyrouth, février 2013.

qiyada al-hourra), laissant entrevoir certaines déchirures internes¹². La direction du Hamas, quant à elle, quitte définitivement Damas au cours du premier semestre 2012. Au mois de novembre, Khaled Mechal participe au congrès du Parti de la justice et du développement turc (AKP) aux côtés du Premier ministre Recep Tayib Erdogan : la rupture entre Damas et le Hamas est consommée, la télévision nationale syrienne accusant de « trahison » le principal leader du mouvement. Certaines sources font également état de partisans du Hamas venus de Gaza se joindre à la révolte syrienne : Muhammed Quneita, un jeune membre du Hamas originaire du camp de Chati, dans la bande de Gaza, serait ainsi décédé lors de combats autour de l'aéroport d'Idlib [Shaïb, 2013]. Si les salafistes gazaouis rentrent dans les rangs du Jabhat al-Nosra, les quelques partisans revendiqués du Hamas semblent plutôt s'engager dans les groupes de l'Armée syrienne libre¹³.

Un mouvement islamique divisé

La crise syrienne ne parvient cependant pas à unifier les rangs des islamistes palestiniens [Hamoudah, 2013]. Le positionnement du Mouvement du jihad islamique en Palestine (MJIP) de Ramadan Challah va se distinguer clairement de celui du Hamas. Le Jihad islamique demeure plus attaché à la figure du « résistant » (*al-muqawim*) [Rougier, 2011], tandis que le Hamas sympathise progressivement avec celle du « révolutionnaire » (*al-tha'ir*). Khaled Batash, membre de la direction du MJIP, reconnaît la pleine légitimité des revendications « démocratiques et sociales » d'une large partie de la population syrienne. Il met cependant en garde contre deux dangers : d'une part, une possible « intervention étrangère », *a fortiori* occidentale et, d'autre part, le risque d'oublier que les Palestiniens de Syrie constitueraient un acteur social et politique tout à la fois interne et externe au tissu national syrien [Batash et Rabbani, 2013]. Les partis politiques palestiniens doivent s'employer à protéger une catégorie de la population que Khaled Batash définit encore comme des « invités en Syrie » (*duyuf fi souriya*).

¹² Des vidéos du Front populaire–Commandement libre sont ainsi régulièrement postées sur les réseaux sociaux palestiniens de Syrie au cours des mois de décembre 2012 et janvier 2013, notamment sur la page Facebook de l'Union des réseaux de nouvelles des camps palestiniens (*Ittihad chabakat akhbar al-mukhayamat al-filastiniya*) : <<https://www.facebook.com/syriancamps>>.

¹³ Officiellement, la direction du Hamas nie toute implication militaire dans le conflit syrien.

Pour le Jihad islamique, prendre parti pour l'insurrection syrienne pourrait enclencher, à terme, une logique de perte. Le Hamas réfléchit au contraire en termes de bénéfices probables.

La différence de positionnement du Jihad islamique par rapport au Hamas s'explique d'abord sur le terrain idéologique. Son attachement aux Frères musulmans, depuis le début des années 1980, est plus que relatif : la majorité de ses fondateurs, exilés à l'époque en Égypte, ont pris parti pour la révolution iranienne de 1979, et ont alors été exclus de la confrérie égyptienne [Dot-Pouillard et Rébillard, 2013]. Bien que sunnite, l'inspiration philosophique et politique du MJIP est largement influencée par l'islam politique chiite. La méfiance du Jihad islamique vis-à-vis du caractère soit salafiste, soit frériste, d'une partie de l'insurrection syrienne et de son opposition politique représentée à l'étranger, sa critique systématique des États du Golfe, notamment du Qatar et de l'Arabie saoudite, placent le MJIP en porte-à-faux vis-à-vis de la révolution syrienne : les motivations en sont sans doute la crainte d'une poussée des Frères (ennemis) musulmans et de voir à terme l'équilibre régional se retourner au détriment de l'Iran et de cet « axe de la résistance » à Israël dont le Jihad islamique se réclame explicitement. Le paradigme nationalitaire et tiers-mondiste reste ainsi pour les dirigeants du Jihad surdéterminant dans leur approche de la politique régionale. La priorité devant être donnée à l'opposition à Israël et à « l'impérialisme », toute solution militaire dans les affaires internes arabes est explicitement rejetée, selon le principe : ce qui divise le monde arabe joue en faveur d'Israël¹⁴. Lors d'un discours retransmis à Gaza le 6 octobre 2012 à l'occasion de l'anniversaire du mouvement, son secrétaire-général, Ramadan Challah, appelle ainsi à privilégier une « solution politique » en Syrie et à renoncer à la voie des armes.

Une politique d'équilibriste

Au-delà des seuls positionnements idéologiques du parti, le MJIP fait valoir un argument tactique et pragmatique face au Hamas : le Qatar, la Turquie ou l'Égypte, pour des raisons essentiellement géopolitiques, ne sauraient remplacer, sur le pur plan du

¹⁴ Entretien de l'auteur avec des membres du Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP), Tunis, Conférence de la jeunesse arabe et de la dignité, décembre 2012.

rapport de force militaire face à Israël, les liens tissés entre les différents mouvements islamistes palestiniens d'un côté, la Syrie et l'Iran de l'autre, depuis pratiquement deux décennies.

Le positionnement du Hamas dans le conflit syrien, explicitement en faveur de la rébellion, le met effectivement en porte-à-faux vis-à-vis de certains de ses bailleurs de fonds économiques et militaires. Il tente ainsi de maintenir des liens ténus avec l'Iran, comme l'atteste la série de délégations officielles du Hamas à Téhéran – de Mahmoud Zahar à Ismaël Haniyeh, ce dernier ayant officiellement remercié la République islamique pour son soutien politique et militaire lors de l'attaque israélienne sur la bande de Gaza, en novembre 2012¹⁵. Au Liban, Hamas, Jihad islamique, Hezbollah, Mouvement de l'unification islamique et Jamaa islamiyya – la branche locale des Frères musulmans – ont continué d'assurer, tout au long de l'année 2012, une série de rencontres politiques afin de prévenir toute extension de la crise syrienne sur le territoire libanais, mais également dans des camps palestiniens accueillant aujourd'hui plus de 37 000 réfugiés palestiniens originaires de Syrie [Anera, 2013]. Le Hamas garde un régime d'alliances pluriel et multipolaire dans des conditions difficiles. **L'unité de sa direction politique en est alors affectée. Khaled Meshaal, l'un des principaux partisans du rapprochement stratégique avec le Qatar, la Turquie et l'Égypte, a vu sa position contestée par une partie des autres dirigeants du mouvement : la chute du président égyptien Mohammed Morsi, à la suite du coup d'état militaire de juillet 2013, l'affaiblissement progressif de partenaires politiques régionaux comme les Frères musulmans tunisiens et égyptiens ou le royaume du Qatar, ont redonné du poids au discours d'un Mahmoud Zahar plus enclin à rester dans le traditionnel « axe de la résistance ». Fin juillet 2013, des dirigeants du Hamas reprennent langue avec le Hezbollah et des délégués iraniens lors d'une réunion tenue à Beyrouth¹⁶.**

Le Hamas danse ainsi sur deux pieds : l'évolution incertaine du rapport de force militaire en Syrie l'oblige à demeurer prudent et à ne pas s'aliéner des partenaires qui

¹⁵ Ismaël Haniyeh, en forme d'équilibrisme politique régional, a également remercié à cette occasion l'Égypte de Mohamed Morsi.

¹⁶ "Hamas reconsiders Alliances after Fall of Morsi", *al-Akhbar online*, July 29, 2013, <http://english.al-akhbar.com/content/hamas-reconsiders-alliances-after-fall-mursi>

pourraient eux-mêmes, à l'avenir, avoir besoin de lui pour renégocier leur place sur l'échiquier politique régional. Le Jihad islamique et le Hamas, en dépit de leur divergence d'analyse sur le cas syrien, continuent à partager certaines constantes, et non des moindres : l'opposition à Israël, l'usage d'un même vocabulaire islamique, une hostilité affichée à l'encontre de Mahmoud Abbas et de l'Autorité nationale palestinienne, en dépit du rapprochement que le MJIP semble tenter en 2013, avec l'Organisation de libération de la Palestine : certains de ses dirigeants, au mois de mars 2013, ont ainsi affirmé vouloir participer aux futures élections de la centrale palestinienne [Ayyoub, 2013].

La gauche et le Fatah : une neutralité impossible ?

À la gauche du spectre politique palestinien, l'ambiguïté concernant la crise syrienne reste, jusqu'à aujourd'hui, de mise. Les médias du Front populaire pour la libération de la Palestine ou du Front démocratique s'expriment peu sur le sujet : les communiqués concernant la Syrie se font rares, tout comme l'expression publique de leurs dirigeants se fait plus mesurée. Les constantes de la gauche, à quelques éléments près, ressemblent à celles du Jihad islamique : refus des différentes « interventions étrangères », non-alignement stratégique, appel, parfois, au dialogue national syrien. À travers leurs prises de positions, une double crainte transparait. D'une part, les Palestiniens, population de réfugiés, et constituant donc un « acteur faible », ne pourraient prendre les armes aux côtés des Syriens¹⁷. D'autre part, une crainte se manifeste à l'égard de l'islam politique. Le lexique islamique utilisé par une partie de l'insurrection armée dissuaderait les Palestiniens résidant en Syrie de s'engager dans une guerre prenant une coloration de plus en plus confessionnelle. Membre dirigeant du FPLP, Abou Ahmed Fouad rappelle, en janvier 2013, que la fonction du parti, en Syrie, doit se borner à prévenir l'intrusion des différentes forces armées – celles du régime comme celles de l'opposition – dans les camps. Cette peur de l'islamisme peut aussi, à gauche, favoriser une lecture du conflit de plus en plus proche de celle du régime. En mars 2013, Leyla Khaled, figure historique du FPLP et membre de sa direc-

¹⁷ Entretien de l'auteur avec Khalida Jarrar, membre de la direction du Front populaire pour la libération de la Palestine et membre du Conseil législatif palestinien, Ramallah, décembre 2012.

tion à Amman, prononçant un discours à Tunis, à l'occasion du quarantième jour commémorant l'assassinat de Choukri Belaïd¹⁸, choisit d'arborer ostensiblement le drapeau tunisien dans une main, le drapeau syrien – désormais symbole du régime – dans l'autre. **En août 2013, le FPLP condamne exclusivement, dans ses communiqués, les menaces d'attaques aériennes américaines et françaises sur la Syrie, les associant directement aux politiques israéliennes dans la région.** Les lectures de la crise syrienne dans les gauches palestiniennes varient ainsi d'un mécanisme défensif – il faut désormais faire barrage à une montée islamiste sunnite radicale dans la région, **tout comme à une ingérence occidentale visant là-encore « l'axe de la résistance »** – à une double méfiance – du régime et de l'opposition, renvoyés dos à dos¹⁹. Ce refus de l'islamisme est cependant paradoxal : c'est l'islam politique des Frères ou des salafistes qui est en général dénoncé à gauche, alors que le Hezbollah ou le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine y apparaissent encore comme des alliés, en une singulière forme d'alliance des minorités contre un péril islamiste exclusivement compris comme sunnite ou proche des États du Golfe²⁰.

L'involution du Fatah

Le positionnement du Fatah apparaît, à l'instar de celui de la gauche, comme ambivalent. L'Autorité nationale palestinienne (ANP) et la présidence de Mahmoud Abbas ont violemment condamné les bombardements successifs de l'armée syrienne sur les camps de réfugiés au cours des années 2012 et 2013. En Cisjordanie, les médias télévisés et écrits proches de l'ANP semblent afficher, aujourd'hui encore, une hostilité certaine au régime syrien. Il faut y voir le double effet d'une ANP et d'un Fatah qui, d'une part, ne peuvent oublier ni les violentes attaques du gouvernement syrien contre Mahmoud Abbas, ni son soutien au Hamas lors des affrontements inter-palestiniens de juin 2007, et, d'autre part, entendent continuer à donner certains gages politiques à des

¹⁸ Leader du Parti des patriotes démocrates unifiés, Choukri Belaïd a été assassiné à Tunis le 6 février 2013. Leyla Khaled, figure de la gauche palestinienne, est notamment connue pour avoir orchestré plusieurs détournements d'avion à la fin des années 1960.

¹⁹ A l'inverse de Leyla Khaled, ou encore de Maher Taher, représentant du FPLP en Syrie, certains dirigeants du mouvement ont pu attaquer le régime syrien, à l'instar de Rabah Mhannah, membre du bureau politique du FPLP dans la bande de Gaza.

bailleurs de fonds américains et européens tous favorables à l'opposition syrienne.

Mais le Hamas ayant coupé les ponts, progressivement, avec le régime syrien, le Fatah se trouve lui aussi contraint à certaines involutions surprenantes. A l'instar du Mouvement du jihad islamique en Palestine ou du FPLP, la vision d'une opposition syrienne au caractère islamique marqué fait craindre au Fatah que la situation ne profite, à terme, au Hamas sur la scène politique palestinienne²¹. Certains cadres de la jeunesse du mouvement Fatah disent alors préférer une « Autorité nationale palestinienne se tournant vers la Russie, le Hezbollah et l'Iran », afin d'obtenir un nouveau rapport de force face aux islamistes dans la région²². **En septembre 2013, le président de l'Autorité nationale palestinienne, Mahmoud Abbas, dans un discours tenu devant le Conseil révolutionnaire du Fatah, dit préférer une solution politique à la crise syrienne incluant la Ligue arabe, les Etats-Unis, la Russie et la Chine à toute intervention militaire extérieure, refusant le principe de frappes aériennes sur le sol syrien.** La neutralité affichée par le Fatah concernant le conflit syrien semble encore butter sur un registre des passions – la peur du Hamas – qui est aussi une inquiétude stratégique : l'affaiblissement du régime syrien profitant par défaut aux adversaires du Fatah, la chute du régime peut aussi être appréhendée de manière négative par les héritiers de Yasser Arafat. Les médias du Fatah en Syrie rendent alors compte d'un conflit bien étrange, dont les protagonistes demeurent opportunément dans l'ombre : chaque jour, le nom des victimes palestiniennes du conflit y est recensé sur la page Facebook du mouvement, sans qu'à aucun moment, la provenance des tirs ou des bombardements n'y soit mentionnée²³.

Des narrations historiques contradictoires

Le discours des mouvements nationalistes palestiniens face à la crise syrienne fait

²⁰ Entretiens de l'auteur avec des membres du FPLP, Liban, Cisjordanie et Tunisie, novembre à décembre 2012.

²¹ Entretien de l'auteur avec Abbas Zakki, membre du Conseil révolutionnaire du Fatah et responsable du département des relations du Fatah avec les pays arabes et la Chine, Ramallah, mars 2012.

²² Entretiens de l'auteur avec des membres de la Jeunesse (Chabiba) du mouvement Fatah, Cisjordanie, décembre 2012.

²³ Voir la page de la section syrienne du Fatah (Harakat Fatah Iqlim Souriya) : <https://www.facebook.com/pages/%D8%AD%D8%B1%D9%83%D8%A9%D9%81%D8%AA%D>

apparaître trois registres de discours. Ils dessinent des narrations historiques du conflit syrien, et de la place des Palestiniens en son sein, parfois antagonistes. Le premier demeure dans une totale continuité avec le passé. C'est encore celui des factions palestiniennes depuis leur fondation, le rôle de supplétifs armés du régime. L'opposition armée y est décrite comme « terroriste » (*irhabi*), les Palestiniens de Syrie y sont représentés comme une population otage de groupes séditieux. La seconde narration, partagée par une large partie de la gauche palestinienne, mais aussi par le Mouvement du jihad islamique en Palestine et par une partie du Fatah, renvoie en somme les acteurs syriens dos à dos : l'otage palestinien est cette fois-ci pris entre deux camps armés, régime et opposition. Dans cette optique, les camps palestiniens de Syrie doivent devenir, une « région sécuritaire neutre » (*mintaqa amna khaliyya*)²⁴. La troisième optique est celle ouverte depuis début 2012 par le Hamas : c'est bien du régime seul que les Palestiniens sont prisonniers, et le départ de Bachar al-Assad y est envisagé comme la seule solution politique. L'opposition syrienne doit être appuyée. Si la narration historique d'une formation comme le Commandement général reste immuable dans le temps – le Baas demeurant le dernier rempart régional contre les « ingérences impérialistes » –, celles du Hamas et des principales formations de l'OLP restent cependant traversées de contradictions politiques qui, à terme, ne se résoudront qu'en fonction de l'évolution des rapports de force internes – y compris militaires – entre le régime et l'opposition. Certes, le Hamas a abandonné **en partie** le camp de la *mumanaa* et son alliance avec Damas relève **pour le moment** du passé. Mais une certaine prudence tactique l'amène à ne pas couper tous les ponts avec Téhéran ou le Hezbollah. La gauche, le MJIP et le Fatah peuvent bien vouloir afficher une neutralité certaine en se plaçant à équidistance des acteurs syriens : leur hostilité à l'égard des Frères musulmans, des salafistes et du Qatar peut aussi les amener, dans certains cas, à développer une rhétorique complexe où l'hostilité au régime n'empêche plus que « l'ennemi principal » se retrouve bien du côté de l'opposition.

[8AD-A5D982D984D98AD985D8B3D988D8B1D98AD8A7/474038342609382?fref=pb&hc_location=profile_browser](https://www.aljazeera.net/news/2012/12/24/8AD-A5D982D984D98AD985D8B3D988D8B1D98AD8A7/474038342609382?fref=pb&hc_location=profile_browser).

²⁴ Entretien de l'auteur avec Khalida Jarrar, membre du membre de la direction du Front populaire pour la libération de la Palestine et membre du Conseil législatif palestinien, Ramallah, décembre 2012.

In fine, dans ce débat du mouvement national palestinien confronté à la crise syrienne, c'est bien la question des gains et des pertes face à Israël qui est aussi posée. Pour les uns, l'affaiblissement d'un « axe de la résistance » constitué patiemment au cours des années 1990 et 2000, dont l'Iran et la Syrie restaient des poids majeurs, ne peut jouer qu'en faveur d'Israël. Pour les autres, plus particulièrement le Hamas, « l'axe de la résistance » peut bien se trouver affaibli : qu'importe, la dynamique née des révolutions arabes ne peut que profiter aux Palestiniens eux-mêmes qui verront, dans la chute des dictateurs d'hier, une occasion historique inespérée de mettre au pouvoir des majorités gouvernementales hostiles à Tel-Aviv. Le débat interne israélien sur la crise syrienne n'est en fait pas très éloigné de ces mêmes questions stratégiques : pour les uns, c'est la peur du vide qui prime – *quid* de l'après-Bachar al-Assad et des forces qui dirigeront la Syrie ? –, tandis que pour les autres, c'est l'espoir de voir tomber un soutien régional de leurs ennemis principaux – de l'Iran au Hezbollah – qui joue.

Le primat du politique

Les évolutions contrastées des mouvements politiques palestiniens face à la crise syrienne viennent troubler les catégories construites de « radicaux » et de « modérés » : le Hamas relativise sa verve anti-impérialiste d'autrefois, sans toutefois y renoncer, tandis que la gauche et le Fatah en retrouvent ou en durcissent parfois la tonalité. Se rapprochant **à un moment** de la Turquie et du Qatar, le Hamas **pensait peut-être** s'ouvrir des portes de négociations avec les principales puissances occidentales dans une perspective s'éloignant toujours plus de l'axe de la *mumanaa* dont, par effet de balancier, d'autres forces **pouvaient** alors se rapprocher. **La crise égyptienne ouverte à partir de la chute du président Morsi, la contestation de l'AKP en Turquie et la transition politique en cours au Qatar pourraient cependant obliger le Hamas à réviser de nouveau ses stratégies d'alliances politiques.** Les divisions palestiniennes sur le sujet syrien sont restées, jusqu'en juin 2013, de l'ordre du politique et du stratégique : elles n'ont pas pris l'ampleur que pouvaient avoir, par exemple, les affrontements inter-palestiniens de 1983 et 1984, entre les partisans palestiniens du régime et ceux de

l'OLP. Des signes inquiétants de débordement militaire sont toutefois apparus dans certains camps de réfugiés du Liban²⁵. La question posée par l'insurrection syrienne au mouvement national palestinien ne consiste plus simplement à prendre parti ou non en faveur de l'opposition ou du régime : elle est aussi de savoir s'il peut contenir ses divisions et gérer ses désaccords stratégiques de manière politique, et non pas militaire, à l'inverse des exemples funestes du début des années 1980 ou de la courte guerre inter-palestinienne de l'été 2007.

²⁵ Ainsi des accrochages armés de mars 2013, dans le camp de réfugiés de Ayn al-Heloue, entre partisans du Fatah et du Fatah al-islam, ce dernier s'étant rapproché du Jabhat al-Nosra syrien.